



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Berne, le 28 mai 2026

Nouvelle fondation « Perspectives suisses en Europe » – Première étude : 10 ans après le Brexit

La fondation nouvellement créée « Perspectives suisses en Europe » a présenté aujourd'hui à Berne ses objectifs ainsi que ses premiers projets : une étude scientifique dix ans après le vote sur le Brexit et un podcast consacré au modèle de réussite suisse. La fondation entend apporter régulièrement des contributions factuelles sur le rôle de la Suisse en Europe. Elle se veut politiquement neutre et au-dessus des partis.

La création de la fondation en mars 2026 répond aux profondes mutations géopolitiques qui mettent l'Europe et la Suisse au défi. Pour l'année en cours, la fondation « Perspectives suisses en Europe » a défini trois axes thématiques : le modèle de réussite suisse, une analyse dix ans après le Brexit, ainsi que la sécurité intérieure et extérieure. La fondation travaille en étroite collaboration avec des universités et des institutions scientifiques et souhaite contribuer à une formation démocratique de l'opinion fondée sur l'information. Dans une démocratie directe, la connaissance des liens et des contextes constitue une condition essentielle à de bonnes décisions.

Première étude : dix ans après le Brexit, bilan et enseignements possibles pour la Suisse

Dix ans après la décision du peuple britannique de quitter l'Union européenne (vote sur le Brexit du 23 juin 2016), la fondation a commandé sa première étude à l'Institut européen de l'Université de Zurich. Le professeur Tobias Lock (National University of Ireland Maynooth) et le Dr Jan Atteslander (économiste) évaluent les conséquences du Brexit à l'aune des promesses de la campagne « Vote Leave » dans les domaines de la souveraineté, de l'économie et de la migration. Il en ressort ce qui suit :

Souveraineté : La sortie du marché intérieur est effective, mais son coût a été élevé. Avec le protocole nord-irlandais, Londres a de facto accepté une frontière douanière en mer d'Irlande et a dû accorder à l'UE des droits de pêche dans les eaux britanniques jusqu'en 2038. Sur environ 9 000 actes juridiques européens, seuls 2 000 ont été abrogés à ce jour ; environ 7 000 restent en vigueur. Dans les sondages, 61 % des Britanniques considèrent aujourd'hui le Brexit comme une erreur.

Économie : Le produit intérieur brut britannique se situe en 2025, selon les estimations, entre 6 et 8 % en dessous du niveau qu'il aurait atteint si le Royaume-Uni était resté dans l'UE. Les investissements directs étrangers ont reculé de 12 à 18 %, tandis que l'emploi et la productivité ont chacun diminué de 3 à 4 %. L'agriculture a été particulièrement touchée, avec des pertes de revenus pouvant atteindre 50 %. Malgré l'absence formelle de droits de douane, les exportations de marchandises vers l'UE ont chuté de 27 % en raison de nouvelles barrières techniques au commerce.

La « dividende du Brexit » promise ne s'est pas matérialisée : la dette publique a dépassé pour la première fois depuis les années 1960 les 100 % du PIB. En octobre

2024, Londres a dû décider d'augmentations d'impôts à hauteur de 40 milliards de livres sterling. Les célèbres « 350 millions de livres par semaine pour le NHS » se sont également révélés être une promesse de campagne sans fondement budgétaire.

Migration : Malgré la fin de la libre circulation des personnes, le solde migratoire net a atteint un niveau record historique en 2023 avec 944 000 personnes. Après un durcissement des règles, il est redescendu à 204 000 entre juin 2024 et juin 2025. L'origine des migrants a toutefois complètement changé : alors qu'en 2016, 44 % provenaient de l'UE, ils ne sont plus aujourd'hui que 9 %. Désormais, 75 % viennent de pays non-membres de l'UE. Entre juin 2024 et juin 2025, environ 70 000 citoyens de l'UE de plus ont quitté le pays qu'il n'en est arrivé.

Des enseignements pour la Suisse ? La Suisse se trouve dans une situation de départ différente de celle du Royaume-Uni, mais l'expérience du Brexit fournit néanmoins des indications concrètes pour la Suisse. Avec une part industrielle deux fois plus importante (20 % du PIB contre 10 %), la Suisse est encore plus exposée que le Royaume-Uni aux barrières techniques au commerce. Dans une économie interconnectée, l'autonomie réglementaire engendre des coûts supplémentaires pour les PME. En tant qu'économie plus petite, la Suisse disposerait également d'une position de négociation plus faible que le Royaume-Uni, membre du G7, en l'absence des accords bilatéraux avec l'UE.

Nouveau podcast « Perspectives suisses » : l'histoire comme boussole

Parallèlement à l'étude, la fondation lance le podcast « Perspectives suisses ». Dans le premier épisode, l'historien bernois André Holenstein, professeur émérite et membre du conseil de fondation, échange avec Priscilla Imboden, journaliste à *Republik*, sur les conditions historiques ayant permis le modèle de réussite suisse. Le podcast doit à l'avenir servir de plateforme pour approfondir les études, analyses et débats de fond de la fondation.

Nouvelle fondation : politiquement neutre, en faveur d'une Suisse ouverte

Le conseil de fondation est composé de Christine Beerli, ancienne conseillère aux États du canton de Berne, du professeur émérite André Holenstein, historien et ancien professeur à l'Université de Berne, ainsi que du Dr Hans Werder, président. Selon ses statuts, la fondation s'engage « de manière politiquement neutre et au-dessus des partis en faveur d'une relation ouverte, partenariale et tournée vers l'avenir entre la Suisse et l'Europe ».

Contacts : info@stiftung-spe.ch

- Hans Werder : 031 333 14 12
- Christine Beerli : 079 414 17 06